

COMPTE RENDU

MINUTES

Réunion du Conseil de Développement de l'OIML
Saint-Jean-de-Luz, France
1 octobre 2002

OIML Development Council Meeting
Saint-Jean-de-Luz, France
1 October 2002



ORGANISATION INTERNATIONALE
DE MÉTROLOGIE LÉGALE

INTERNATIONAL ORGANIZATION
OF LEGAL METROLOGY



Organisation Internationale de Métrologie Légale

Secrétariat:

BUREAU INTERNATIONAL DE MÉTROLOGIE LÉGALE (BIML)
11, RUE TURGOT - 75009 PARIS - FRANCE

TÉL: 33 (0)1 48 78 12 82 ou 33 (0)1 42 85 27 11

FAX: 33 (0)1 42 82 17 27

E-MAIL: biml@oiml.org

INTERNET: www.oiml.org

RÉUNION
du
CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OIML
1 octobre 2002
Saint-Jean-de-Luz, France

Le Conseil de Développement de l'OIML s'est réuni le 1^{er} octobre 2002 à l'Hôtel Héliantal, Saint-Jean-de-Luz, conjointement avec la 37^{ème} Réunion du CIML.

La réunion était présidée par Mme Ghâïet-El-Mouna Annabi, Présidente du Conseil de Développement. Étaient également présents à la table de Présidence, M. G. Faber, Président du CIML, M. J.-F. Magaña, Directeur du BIML et M. I. Dunmill, Adjoint au Directeur du BIML.



Sommaire

Participation	5
Ouverture	11
Appel des Délégués	11
Approbation de l'ordre du jour	11
1 Élection du Président du Conseil de Développement de l'OIML pour la période 2002-2004	11
2 Rapports des Groupes de Travail sur les activités depuis la réunion du Conseil de Développement de 2001 (Moscou, Fédération de Russie)	12
• WG 1 – Formation	
• WG 2 – Information	
• WG 3 – Équipement	
3 Rapport et discussion sur la première réunion du “Task Group” du Conseil de Développement (30 septembre 2002)	14
4 Proposition pour les activités du Conseil de Développement pour 2002-2003	17
5 Autres questions	17
6 Prochaine réunion	19
7 Conclusion et clôture de la réunion	19
Annexe A – Rapports des Groupes de Travail	20
Annexe B – Bref rapport de la réunion du “Task Group” du 30 septembre 2002	24

Participation

États Membres

AFRIQUE DU SUD

M. Carstens Membre du CIML

ALLEMAGNE

M. Kochsiek Vice-Président du CIML

Mme Martens

M. Seiler

M. Wallerus

ARABIE SAOUDITE

M. Al-Gossair

AUSTRALIE

Mme Bennett Membre du CIML

AUTRICHE

M. Leitner Membre du CIML

BÉLARUS

M. Zhagora Membre du CIML

BELGIQUE

M. Eggermont Membre du CIML

BRÉSIL

M. de Lima Guimarães Membre du CIML

M. Moreira da Silva

CAMEROUN

M. Ela Essi Membre du CIML

M. Tchapel

CANADA

M. Vinet

CHINE

M. Wang Qiping Membre du CIML

M. Han Jianping

M. Li Tao

Mme Kong Xiaokang

CHYPRE

M. Tsiartzazis Membre du CIML

CORÉE (RÉP.)

M. Lee Yeon-Jae Membre du CIML

M. Chan-Bok Park

M. Chang-Yon Seol

M. Gi-Hyoung Na

M. Young Cho

CUBA

M. Antuñez Ramirez Membre du CIML

ESPAGNE

Mme Sevilla

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

M. Ehrlich Membre du CIML

M. Stiefel

ÉTHIOPIE

M. Teklehaimanot Membre du CIML

M. Belete

FRANCE

M. Lagauterie Membre du CIML

M. Devin

Mme Gaucher

INDONÉSIE

M. Gunaryo Membre du CIML

M. Prawoko

ISRAËL

M. Zarin Membre du CIML

M. Harel

JAPON

M. Tanaka Membre du CIML

M. Kojima

M. Ooiwa

Mme Sakai

M. Seta

M. Takahashi

KENYA

M. Ngatia Membre du CIML

MACÉDOINE

M. Grkov Membre du CIML
M. Nikolovski

MAROC

M. Yahyaoui

NORVÈGE

M. Kildal Membre du CIML

PAYS-BAS

M. Faber Président du CIML
M. Engler

PORTUGAL

M. Cartaxo Reis Membre du CIML

ROUMANIE

M. Iacobescu Membre du CIML
M. Patasaru

ROYAUME-UNI

M. Llewellyn Membre du CIML
M. Birdseye

FÉDÉRATION DE RUSSIE

M. Issaev Vice-Président du CIML
M. Mardin

SLOVAQUIE

M. Orlovský Membre du CIML
M. Obdrzalek

SRI LANKA

M. Senaratne

SUISSE

M. Vaucher Membre du CIML
M. Ebener

TANZANIE

M. Tukai Membre du CIML

TCHÈQUE (RÉP.)

M. Klenovský Membre du CIML
M. Šafarik-Pstrosz

TUNISIE

Mme Annabi Présidente du Conseil de Dévt.

YUGOSLAVIE

M. Marković Membre du CIML

ZAMBIE

M. Sinyangwe Membre du CIML

M. Kapembwa

Membres Correspondants

BOTSWANA

M. Molefe

BURKINA FASO

M. Yankine

CAMBODGE

M. Phon

M. Randy

MEXIQUE

M. Munoz Rodriguez

NOUVELLE-ZÉLANDE

M. Morgan

CHINESE TAIPEI

M. Bo-Chang Su

VIET NAM

M. Bui Guy Long

M. Pham Ngoc Tran

Autres observateurs

Membres Honoraires du CIML

M. Chappell, États-Unis

M. Birch, Australie

Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Mme Liu

Inter-American Metrology System (SIM)

M. Harasic

Mme Marbán

M. Pelecer

Côte d'Ivoire

M. Pangni n'Guessan

M. Okoma Koffi

BIML

M. Jean-François Magaña Directeur

M. Attila Szilvássy Adjoint au Directeur

M. Ian Dunmill Adjoint au Directeur

M. Chris Pulham Rédacteur

Mme Patricia Saint-Germain Assistante de Direction

Avec le soutien administratif de M. Bruno Dard, SDM (France)

Réunion du Conseil de Développement de l'OIML

1^{er} octobre 2002

Saint-Jean-de-Luz, France

Ouverture

M. Faber a souhaité la bienvenue aux Délégués. Après avoir également souhaité la bienvenue aux Participants, Mme Annabi les a remerciés de l'intérêt qu'ils portent aux activités du Conseil de Développement, puis a demandé à M. Magaña d'établir la liste des personnes présentes.

Appel des Délégués

L'appel des Délégués a été effectué et il a été constaté que 38 États Membres et 7 Membres Correspondants étaient présents, ainsi que les représentants de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et l'Inter-American Metrology System (SIM). Par ailleurs, il a été noté la présence de deux observateurs de la Côte d'Ivoire, de deux Membres Honoraires du CIML et de membres du personnel du BIML.

Approbation de l'ordre du jour

Le Conseil a approuvé l'ordre du jour comme suit:

- 1 Élection du Président du Conseil de Développement de l'OIML pour la période 2002-2004
- 2 Rapports des Groupes de Travail sur les activités depuis la réunion du Conseil de Développement de 2001 (Moscou, Fédération de Russie)
- 3 Rapport et discussion sur la première réunion du "Task Group" du Conseil de Développement (30 septembre 2002)
- 4 Proposition pour les activités du Conseil de Développement pour 2002-2003
- 5 Autres questions
- 6 Prochaine réunion
- 7 Conclusion et clôture de la réunion

1 Élection du Président du Conseil de Développement de l'OIML pour la période 2002-2004

M. Faber a rappelé aux Délégués que le BIML avait envoyé le 12 juillet 2002 à tous les Membres du CIML une lettre expliquant que le mandat de Mme Annabi en tant que Présidente du Conseil de Développement de l'OIML prendrait fin à l'occasion de cette réunion. Depuis lors, Mme Annabi avait informé le Bureau qu'elle était prête à continuer à assumer cette responsabilité si le Conseil de Développement le désirait. Aucune autre candidature n'ayant été proposée, que ce soit par écrit

avant la réunion, ou personnellement au cours de la réunion, Mme Annabi a été élue à l'unanimité pour une nouvelle période de deux ans. M. Faber lui a souhaité de réussir dans cette responsabilité pour l'année à venir. Mme Annabi a remercié M. Faber et les personnes présentes d'avoir renouvelé son mandat et s'est engagée à faire de son mieux pour accomplir les tâches qui ont été identifiées et pour oeuvrer à la réussite des nouvelles méthodes de travail du Conseil de Développement, qui seraient proposées pendant cette réunion et qui permettraient de rendre le travail plus efficace et plus productif.

2 Rapports des Groupes de Travail sur les activités depuis la réunion du Conseil de Développement de 2001 (Moscou, Fédération de Russie)

Les rapports écrits fournis par les responsables des trois Groupes de Travail (et distribués pendant la réunion) se trouvent à l'Annexe A de ce Compte Rendu.

2.1 WG 1 – Formation

M. Wallerus a rapporté que suite au questionnaire qu'il a distribué, il a été jugé bon d'inclure certains points dans la révision de OIML D 14 *Formation du personnel de métrologie légale*, notamment:

- La surveillance des fabricants, des importateurs et des réparateurs;
- Le contrôle des laboratoires médicaux et des organismes de vérification;
- L'évaluation et l'accréditation des organismes d'essais (par ex. selon ISO 17025);
- La certification et l'audit des systèmes de management de la qualité des fabricants d'équipements de vérification; et
- Le contrôle des logiciels d'instruments de mesure.

Il a aussi été proposé d'ajouter des annexes couvrant:

- Les références aux normes, documents et Recommandations OIML existants (ce qui pourrait aussi être fait par le WG 2);
- Le programme requis pour la formation des agents de vérification concernant les instruments de mesure essentiels (y compris des exemples de formation pratique et théorique); et
- Les coordonnées des contacts des institutions enseignant la métrologie dans le monde entier.

M. Wallerus a ajouté que suite à la réunion de Moscou, de nombreux commentaires valables ont été formulés, mais que d'autres seraient toujours bienvenus. Il a expliqué que certains aspects du système de formation modulaire utilisé par la Deutsche Akademie für Metrologie (DAM) étaient également utiles dans la révision du D 14.

Le projet révisé de la révision du D 14 sera envoyé pour commentaires au Groupe de Travail à la fin de 2002.

2.2 WG 2 – Information

M. Mardin a rapporté que les activités de WG 2 pendant l'année passée avaient suivi le programme de travail approuvé à la réunion du Conseil de Développement de Moscou:

- Continuer à recueillir des données sur les besoins spécifiques des pays en développement sur les sujets d'information et de documentation en métrologie et aider à formuler ces besoins et ces exigences;

- Faire circuler les informations sur les activités dans les pays et les organisations régionales concernés et encourager l'introduction des nouvelles technologies de l'information; et
- Procéder au développement d'un projet de liste (bibliographie) de publications et d'autres matériels liés à l'aide technique en métrologie.

Il a expliqué qu'une proposition sur le dernier thème qui, il espérait, suscitera de l'intérêt, avait été soumise à l'examen du BIML et de la Présidente du Conseil de Développement en février 2002. Si l'idée était acceptée, un projet de brochure pourrait être élaboré courant 2003.

M. Mardin a également indiqué qu'à la suite de la réunion du Conseil de Développement à Moscou l'année dernière, les documents initiaux de WG 2 avaient été envoyés au METAS (Suisse) et que des commentaires avaient été reçus de M. Vaucher et M. Ebener.

WG 2 avait aussi pris en compte le "Premier projet de plan d'action pour les pays en développement" proposé par le BIML en 2002. M. Mardin a suggéré que certaines activités de ce projet pourraient être soutenues par WG 2, par exemple:

- Les aspects économiques de la métrologie légale;
- Les séminaires; et
- La préparation de petites brochures sur l'application de la métrologie.

M. Mardin a également indiqué qu'il aimerait vérifier, avec l'aide du BIML, quels pays souhaiteraient participer au travail de WG 2 et leur demander quels seraient les points qui les intéresseraient dans les divers domaines d'activités de WG 2.

M. Vaucher a réaffirmé le soutien de la Suisse pour WG 2 et le désir de son pays de continuer à participer à son travail, mais a expliqué qu'il existait peut-être une certaine confusion concernant leur système "LegNet". METAS a informé WG 2 de ce système dans le but de permettre d'utiliser ce concept comme exemple de système, dont l'élément principal était un système de management du contenu qui inclurait des informations concernant les autorités de surveillance de marchés et les agents de vérification. En conséquence, bien que ce système soit disponible en quatre langues, il ne pouvait pas être utilisé directement par d'autres pays et il devrait donc être modifié considérablement.

M. Magaña a informé les Participants que durant la Réunion du CIML aurait lieu une explication des développements au niveau de l'utilisation du site web de l'OIML. Il a expliqué qu'il était proposé que des moyens d'échanges d'informations soient mis à la disposition de tous. Ce travail serait dirigé en étroite liaison avec WG 2. Il a poursuivi en disant que pendant les discussions avec la Banque Mondiale, le BIML avait été informé d'un projet d'aide pour fournir un accès Internet rapide aux organismes de normalisation des pays en développement. M. Magaña a proposé que les autorités de métrologie légale des pays en développement contactent leurs organismes de normalisation pour voir comment ils pourraient bénéficier de ce projet.

2.3 WG 3 – Équipement

M. Issaev a rapporté que WG 3 tend à suggérer des méthodes d'équipement de laboratoires de métrologie aux pays en développement en utilisant celles appliquées dans les laboratoires de vérification du Gosstandart de Russie, des compagnies et des organisations en Russie et dans les pays de la Communauté des États Indépendants (CES).

Il a poursuivi en expliquant comment la traçabilité s'est mise en place à travers ce schéma. Premièrement, il y a eu les "laboratoires de vérification complète" désignés par les instituts métrologiques du Gosstandart de Russie, qui sont les gardiens des étalons de mesure nationaux et sont à l'origine du développement des plans de vérification d'état. Ceux-ci ont formé une base pour la diffusion des unités de grandeurs physiques à partir des étalons de mesure nationaux vers les instruments de mesure de service.

M. Issaev a expliqué que WG 3 étudiait les activités suivantes sur la planification et l'équipement des laboratoires de métrologie dans les pays en développement:

- Collecte d'informations sur les besoins des services nationaux de métrologie dans leurs domaines prioritaires de mesure;
- Utilisation des laboratoires de vérification complète comme base pour proposer des équipements aux laboratoires métrologiques dans les pays en développement; et
- Développement d'une série de laboratoires typiques de vérification complète en commençant par le mesurage dimensionnel, les mesures de masse, de pression, de flux, de température et électriques.

M. Issaev a expliqué qu'un questionnaire contenant des informations générales sur les besoins des services métrologiques nationaux avait été préparé. Une fois ce questionnaire approuvé par les membres de WG 3, il serait envoyé au BIML pour diffusion.

3 Rapport et discussion sur la première réunion du "Task Group" du Conseil de Développement (30 septembre 2002)

M. Faber a introduit ce point en expliquant que pendant un certain temps il a eu l'impression que, bien qu'on ait travaillé avec acharnement et qu'on se soit beaucoup investi dans le travail de l'OIML pour les pays en développement, ce travail devait devenir plus concret et s'accélérer. A la suite de la Réunion du CIML de 2001, il avait eu des discussions bi-latérales avec un certain nombre de personnes qui avaient exprimé des opinions similaires aux siennes, et qui avaient également indiqué leur mécontentement par rapport aux structures actuelles mises en place pour aider les pays en développement. Un problème particulier qui a été souligné était le fait que la réunion du Conseil de Développement était très similaire à la Réunion du CIML, ce qui n'était pas une façon très efficace de travailler. En tant que Président du CIML, il estimait que l'aide aux pays en développement était l'un des domaines de travail les plus importants de l'OIML, et pour lequel il se sentait très responsable. Le Conseil de la Présidence avait discuté sur ce point, et avait décidé de mettre en place un "Task Group" dont la mission serait:

- La mise en place d'un plan d'action à jour, clair, porteur de défis pour les activités des pays en développement, contenant des délais et identifiant les responsables des thèmes de travail; et
- L'examen des structures actuellement utilisées, qui étaient plutôt bureaucratiques et/ou complexes et ne répondaient pas assez rapidement aux besoins des pays en développement.

Suite aux discussions du Conseil de la Présidence, un certain nombre de personnes ont été invitées à participer à ce "Task Group", y compris les membres du Personnel du BIML, la Présidente du Conseil de Développement, divers experts représentant différentes régions et également des pays fournissant de l'aide aux pays en développement. Depuis que le Conseil de Développement actuel a été établi par la Conférence, seule la Conférence a eu le pouvoir de changer sa structure, s'il en était besoin. La prochaine Conférence devant se tenir en 2004, le "Task Group" ferait des propositions au CIML en 2003, qui pourraient ensuite être affinées pour être approuvées par la Conférence l'année suivante. Cette procédure elle-même montrait un fonctionnement actuel trop bureaucratique et très lent, l'intervention de l'Organisation étant requise à plusieurs niveaux.

M. Magaña a poursuivi en faisant un bref rapport sur la première réunion du "Task Group" qui s'était tenue le 30 septembre 2002, et a fait le résumé d'un rapport imprimé qui avait été distribué (voir Annexe B). Il a expliqué que celle-ci avait consisté en une session de "brainstorming" qui s'était concentrée sur deux sujets:

- Le plan d'action pour l'aide de l'OIML aux pays en développement; et
- La structure qui pouvait être mise en place pour permettre à ces actions d'être accomplies aussi efficacement que possible.

Deux sujets principaux ont été examinés:

- Les actions qui permettent aux pays en développement de participer aux activités de l'OIML; et
- Les actions que l'OIML pourrait entreprendre pour aider les pays en développement à améliorer leurs systèmes de métrologie légale.

Une liste préliminaire d'actions avait été établie et devrait être finalisée le plus rapidement possible après cette réunion. Il a été noté que la révision de OIML D 1 *Loi de métrologie* était d'une grande importance pour les pays en développement qui essayaient d'établir un système de métrologie légale. M. Magaña a dit que la forme révisée de ce Document devrait servir de guide, indiquant ce que devrait être le contenu de cette loi, plutôt qu'un texte qui pourrait être transformé en loi nationale. Il a ajouté que le BIML essaierait de s'assurer que ce projet aboutisse le plus rapidement possible.

D'autres sujets discutés par le "Task Group" avaient inclus:

- L'importance de l'amélioration des liens avec d'autres organisations de développement et de financement;
- L'aide demandée par les pays en développement pour identifier les types de laboratoires et d'équipements nécessaires; et
- De possibles changements structurels à venir nécessaires au travail de l'OIML pour aider les pays en développement.

M. Magaña a insisté sur le fait que le but du "Task Group" était de travailler avec le maximum d'efficacité pour trouver des solutions qui seraient ensuite sanctionnées par le vote du CIML, et par celui de la Conférence en 2004. La majeure partie du travail du "Task Group" serait effectuée en utilisant les e-mails et un forum via Internet, mais le "Task Group" se réunirait également deux fois par an.

M. Issaev a soutenu la mise en place du "Task Group" et sentait qu'il était temps de changer la structure du Conseil de Développement actuel pour permettre à l'OIML de mieux répondre aux besoins des pays en développement à l'aube de ce nouveau siècle.

M. Yankine s'est demandé si, à la lumière de ces développements, l'OIML pourrait devenir une agence de mise en oeuvre, de la même manière que ONUDI l'était dans les domaines de la globalisation et de l'industrie. M. Magaña a répondu que ceci n'était ni l'intention ni le rôle de l'OIML. Il expliquait que l'OIML pouvait aider les pays en développement à obtenir l'accès aux programmes des autres organisations ainsi que d'accroître la prise de conscience de l'importance de la métrologie dans ces organisations. L'OIML pourrait aussi aider à identifier les experts compétents.

M. Belete a suggéré qu'en plus des actions proposées, l'OIML devrait établir un centre d'informations en ligne à l'usage des pays en développement. M. Magaña était d'accord, expliquant que le BIML était en train de développer des outils internet pour faciliter l'échange d'informations, ce qui serait manifestement d'un grand intérêt pour les pays en développement. Il n'est pas rentré dans les détails, puisque ce sujet serait largement abordé au cours de la Réunion du CIML.

M. Dunmill a expliqué que les points présentés dans le rapport qui a été distribué n'étaient pas complets, et que d'autres pourraient être ajoutés et développés dans un plan d'action détaillé qui serait édité immédiatement après les réunions de la semaine.

M. Carstens a exprimé sa satisfaction quant à la direction prise par le Conseil de Développement, mais a demandé si l'on pouvait s'intéresser à la réaction des organismes régionaux à ce sujet. M. Magaña a répondu que le rôle des organisations régionales avait été discuté car elles entretenaient des relations plus étroites avec les pays en développement, et incluaient des pays qui n'étaient ni des États Membres, ni des Membres Correspondants de l'OIML. Il était par conséquent extrêmement important de prendre en considération leurs opinions, à la fois dans la mise en place d'activités et pour faire entendre les opinions et les besoins des pays en développement.

M. Al-Gossair a rapporté que l'Arabie Saoudite, ainsi que d'autres pays arabes, avaient besoin de formations en langue arabe. Il a expliqué que sur les 22 pays arabes, cinq étaient des États Membres et cinq des Membres Correspondants, mais que les autres pays travaillaient autant que

possible avec des publications OIML. M. Magaña a répondu que la fourniture de formations dans la langue du pays qui en avait besoin incombait peut-être plus aux organisations régionales, plus à même de répondre aux besoins locaux. M. Yahyaoui a rappelé aux Délégués que les pays arabes n'étaient pas tous membres des mêmes organisations régionales, certains étant membres du Forum Euro-Méditerranéen de Métrologie Légale (EMLMF).

M. Leitner a dit qu'il considérait qu'il était important d'assurer une étroite coopération entre l'OIML, l'ONUDI et la Convention du Mètre, dans la mesure où les pays en développement ne faisaient pas toujours la distinction entre les deux branches d'une part de la métrologie fondamentale et d'autre part de la métrologie légale et qu'il serait donc nécessaire que le travail soit plus coordonné entre ces domaines. Il a expliqué qu'un bon exemple d'une approche coordonnée était le réseau de laboratoires de dosimétrie mis en place par l'Agence Internationale d'Énergie Atomique (AIEA) qui a fait en sorte d'introduire cette branche de la métrologie dans les pays en développement du monde entier et que cet exemple devrait être suivi.

M. Magaña a rapporté que dans le but d'améliorer une telle coordination, un comité commun incluant l'OIML, le BIPM, ILAC, ISO, CEI et IAF a été mis en place en février 2002 pour coordonner l'aide aux pays en développement. En particulier, ce comité avait pour but d'aider les organisations de développement à mettre au point des programmes cohérents dans lesquels la métrologie était présentée de façon systématique. Ainsi, les pays en développement seraient en mesure d'établir une infrastructure globale incluant la métrologie primaire et légale, l'étalonnage, l'accréditation, etc. La première réunion de ce comité s'était tenue en juin, et la deuxième (à laquelle l'OIML avait été représentée par le BIPM) durant le week-end précédant la présente réunion. Des rapports sur ces réunions seront publiés dans le Bulletin de l'OIML et sur le site web de l'OIML.

M. Magaña a poursuivi en disant que l'ONUDI était une organisation importante pour l'OIML, et avec laquelle il existait d'étroits liens et déjà quelques actions communes. M. Seiler a également répondu à la suggestion de M. Leitner en expliquant que l'une des raisons du succès du projet de AIEA était que le sujet était très sensible, dans la mesure où tout le monde redoutait les radiations ionisantes. Ceci avait permis d'obtenir facilement le concours de donateurs, tandis que la métrologie n'était pas un sujet figurant à l'ordre du jour pour les décideurs politiques. Il a par conséquent suggéré que le comité commun auquel M. Magaña s'était référé aiderait à augmenter l'intérêt du public par rapport à l'importance de la métrologie, de telle sorte qu'il devienne plus facile d'obtenir l'aide des organisations donatrices. Il a remercié le BIPM du soutien apporté aux activités de développement organisées par l'Allemagne et a demandé aux autres pays de songer à mettre en place des programmes de développement similaires.

Mme Liu a donné aux Délégués une mise à jour concernant les activités d'aide technique liées au commerce, de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Elle a fait tout d'abord un rapport sur la Conférence Ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Doha, durant laquelle il a été décidé que l'aide technique devait être un élément important du travail de l'OMC. Il ne s'agissait pas seulement de l'aide liée à la mise en place de l'accord de l'OMC sur les Barrières Techniques au Commerce, mais aussi du renforcement des capacités. L'objectif de toutes ces activités était d'aider les pays en développement à participer au système mondial de commerce. Elle a expliqué que sa présence à la réunion indiquait le fait que l'OMC se concentrait sur les activités d'aide technique, car elle voulait voir comment coopérer et travailler avec l'OIML. Elle rapportait qu'en ce qui concernait l'aide technique dans le secteur d'intervention du TBT, les ministres avaient donné deux mandats: le premier, donné au Directeur Général de l'OMC, était de travailler avec les autres organisations, en particulier les organisations internationales développant des normes, afin de voir comment l'OMC pouvait aider les pays en développement au niveau de leur participation aux activités internationales de développement de normes. Le deuxième était de travailler avec d'autres organisations sur l'assistance technique au renforcement des capacités. La réunion de Doha avait également mandaté le Comité TBT pour développer un programme de coopération technique. Une enquête avait été diffusée à laquelle 45 pays en développement avaient déjà répondu. Nombre de ces pays mentionnaient la métrologie comme une préoccupation importante, ce qui expliquait que l'OMC désirait vivement collaborer avec l'OIML. Mme

Liu indiquait que dans le court terme, elle espérait travailler étroitement avec l'OIML pendant l'année 2003 pour diriger des ateliers régionaux et voir comment les pays en développement pouvaient être aidés dans le domaine de la métrologie. Elle insistait sur le fait que ces projets étaient destinés à être menés en fonction de la demande, et que par conséquent les réactions des pays en développement étaient essentielles.

Mme Annabi remercia Mme Liu de l'intérêt de l'OMC et de son soutien au niveau de la promotion de la métrologie légale dans les pays en développement.

M. Seiler fit remarquer que les activités de développement liées au commerce étaient principalement dirigées par des organismes nationaux de normalisation, qui avaient rarement de bons contacts avec les organismes de métrologie. Il conseilla vivement aux Participants de contacter leurs organismes nationaux de normalisation afin de se tenir au courant de telles activités et de s'assurer que leurs points de vue étaient représentés dans les réponses aux enquêtes telles que celle mentionnée par Mme Liu. Celle-ci répondit que la coordination nationale était bien sûr très importante, mais ajouta que le contact le plus important était le département responsable des relations avec le Comité OMC TBT.

M. Magaña termina ce point en mentionnant que tout commentaire ou toute suggestion pourraient être envoyés au BIML par e-mail, fax ou lettre, afin que le plan d'action final pour le "Task Group" puisse être mis en place dès que possible. Il conclut en citant les propositions faites par le "Task Group" au Conseil de Développement:

- Demander au BIML d'avancer le travail sur la révision du D 1 *Loi de métrologie* le plus rapidement possible;
- Organiser un séminaire en mai 2003 à Moscou en association avec COOMET;
- Organiser un séminaire de métrologie pour les pays africains au cours de l'année 2003 en association avec le PTB; et
- Examiner et faire des propositions concernant la structure du Conseil de Développement, de façon à ce que tous les changements puissent être faits et approuvés par la Conférence en 2004.

Ces propositions ont été approuvées par le Conseil de Développement.

4 Proposition pour les activités du Conseil de Développement pour 2002–2003

M. Magaña a suggéré que les propositions détaillées à la fin du point 3 de l'ordre du jour soient considérées comme programme de travail pour le Conseil de Développement pour l'année à venir. Mme Liu a proposé que les activités communes OMC/OIML puissent également être ajoutées au programme. M. Magaña a approuvé en disant que le BIML contacterait l'OMC et s'associerait avec le "Task Group" concernant cet atelier.

M. Eggermont a demandé quelle serait la relation entre les Groupes de Travail existants et le nouveau "Task Group". M. Magaña a répondu que les trois Groupes de Travail existants devraient continuer leur travail (en étroite coopération avec le "Task Group") car le "Task Group" pourrait contribuer de façon importante à leur travail. Chaque Groupe de Travail pourrait aussi décider de transférer tout ou partie de son travail au "Task Group".

5 Autres questions

5.1 Projet ONUDI – OIML – PTB en Afrique

M. Ela Essi a demandé s'il existait des informations mises à jour sur ce projet, suite à une visite d'experts au Cameroun deux années auparavant. M. Seiler a répondu qu'une lettre d'intention avait été signée par l'ONUDI, l'OIML et le PTB concernant la coopération pour les activités des pays en développement, particulièrement en Afrique. Le PTB mettait également au point, pour le

compte du Ministère allemand pour le Développement Économique et la Coopération, un projet de coopération technique pour le soutien de la métrologie et des essais dans les pays de l'Afrique occidentale (en particulier dans les pays de l'Union Économique et Monétaire d'Afrique occidentale (UEMOA), plus le Ghana). Ce projet soutenait l'initiative financée par la Commission Européenne et mise en oeuvre par l'ONUDI, également au profit des pays d'Afrique Occidentale, qui visait à développer l'accréditation, la normalisation et la qualité. Il existait une étroite coopération entre l'ONUDI et le PTB sur ces projets, et le PTB avait dirigé des visites d'évaluation dans certains pays dont le Cameroun. Celles-ci seraient poursuivies afin de déterminer l'aide nécessaire en matière de métrologie et d'essais et de fournir une solution intégrée de sorte que les pays en question puissent en tirer le bénéfice maximal. Dans le cadre du projet du PTB, certains séminaires ont été tenus avec la participation du BIML. Des séminaires spéciaux sur la vérification des instruments de mesure, des distributeurs de carburant, etc. devraient aussi se tenir dans un futur proche. M. Seiler a ajouté que la participation d'autres pays était toujours bienvenue et a invité toute personne intéressée à le contacter afin que l'intérêt pour la métrologie et les essais puisse être développé dans cette région. Il conclut en disant qu'un projet similaire pour les pays les moins développés de l'Asie (Laos, Cambodge, Népal, etc.) venait juste de commencer.

5.2 Forum Euro-Méditerranéen de Métrologie Légale (EMLMF)

M. Lagauterie a rapporté que l'EMLMF s'était réuni le samedi 28 septembre 2002. Trois points figuraient à l'ordre du jour:

- La reconnaissance de la création officielle de l'EMLMF, son protocole d'entente (MoU) ayant été signé par environ dix membres;
- L'élection d'un Président. Dans la mesure où l'on espérait dans un futur proche un nombre considérablement supérieur aux dix signatures actuelles pour le MoU, le Président a été élu pour un an; et
- Les offres de formation, qui ont été proposées par le DAM (Allemagne), METAS (Suisse), LNE (France) et AFNOR (France) concernant la métrologie légale et générale ainsi que l'accréditation et la certification. Il fallait encore trouver les fonds pour financer ces propositions de formation, bien que M. Kochsiek ait fait des propositions pour lesquelles seulement quelques détails restaient à clarifier (lieux et langues parlées, etc.).

Au sujet de la langue utilisée pour la formation, M. Magaña a souligné l'importance d'organiser des cours dans la langue du pays recevant la formation, et a dit que le BIML était ouvert aux propositions des Membres qui souhaitaient traduire les publications de l'OIML dans d'autres langues, celles-ci pouvant ensuite être publiées par le BIML. Ceux qui avaient déjà entrepris ces traductions étaient invités à contacter le BIML, de telle sorte qu'elles puissent être mises à la disposition d'autres pays.

5.3 Formation dans la région de SADCMEI

M. Carstens a rapporté que le document sur les exigences de formation minimale pour les experts en métrologie légale dans la région était presque terminé. Une fois adopté par les membres, des cours de formation des formateurs seraient organisés. Un atelier sur la modernisation de la métrologie légale et la législation avait été organisé à Pretoria et tous les pays membres y participaient. Un cours sur la vérification des instruments de pesage à fonctionnement non automatique s'était aussi tenu et douze pays membres y avaient participé.

5.4 Traduction des publications en arabe

M. Magaña a expliqué que M. Al-Gossair avait demandé que le sujet de la traduction des publications de l'OIML en arabe soit ajouté au programme de travail. Le BIML travaillera avec lui pour développer cette proposition.

6 Prochaine réunion

Il a été proposé que la prochaine réunion du Conseil de Développement soit tenue conjointement avec la 38^{ème} Réunion du CIML qui se tiendra à Kyoto, au Japon en novembre 2003. Le "Task Group" se réunira dans six mois environ, à une date qui sera déterminée par le BIML.

7 Conclusion et clôture de la réunion

Mme Annabi a conclu la réunion, en disant qu'elle avait espéré qu'il y aurait plus de réactions des Participants concernant les possibilités de restructuration du Conseil de Développement dans la mesure où cela est susceptible de rendre le travail plus dynamique et efficace.

Elle a remercié les Participants de l'intérêt qu'ils ont porté au Conseil, en mettant tout en oeuvre pour aider les pays en développement à promouvoir le plus possible la métrologie légale durant l'année à venir. ■

Annexe A

Ordre du Jour du Conseil de Développement: Point 2

Rapports des Groupes de Travail

WG 1 – Formation

Projet: Révision du D 14 Formation du personnel de métrologie légale

Les résultats du questionnaire sur la révision du D 14 ont été présentés à la réunion du Conseil de Développement à Moscou en 2001.

Les points essentiels étaient les suivants:

- Ajouter de nouveaux objectifs:
 - Surveillance des fabricants, des importateurs, des sociétés de réparation;
 - Contrôle des laboratoires médicaux, des organismes déclarés, des organismes de vérification autorisés;
 - Évaluation et accréditation des laboratoires d'essais;
 - Certification et audit des systèmes de management de la qualité;
 - Vérification des logiciels utilisés dans et avec les instruments de mesure.
- Ajouter une annexe avec:
 - Des références aux documents, aux normes et aux Recommandations OIML existants;
 - Des exemples de programmes pour enseigner la vérification des instruments de mesure essentiels (instruments de pesage, pompes à essence, préemballages) (structure pratique et théorique de la formation et durée nécessaire);
 - Des adresses et liens avec les institutions d'enseignement dans le domaine de la métrologie légale;
 - Du matériel disponible pour les enseignants et les étudiants.
- Révision de la rédaction du texte.

Des contributions écrites supplémentaires, des propositions et des remarques avaient été envoyées suite à la présentation de M. Wallerus à Moscou. Cependant, le projet révisé n'avait pas pu être préparé en raison de la charge de travail générée par une révision des programmes de la Deutsche Akademie für Metrologie (DAM) et des réglementations d'examen. Ces révisions impliquent que les agents responsables de la vérification ne recevront plus un enseignement couvrant tous les types d'instruments de mesure; il y aura maintenant un système modulaire, chaque module comprenant les bases nécessaires des principes de physique, en mathématiques, en statistiques, pour les procédures d'essais et les prescriptions légales.

Des propositions pour les activités de l'année à venir:

- Le projet révisé incorporant les commentaires reçus sera terminé à la fin de 2002;
- Ce projet sera envoyé aux membres de WG 1 pour tout commentaire final;
- Le WG soumettra ensuite au Conseil de Développement la version finale révisée du document.

WG 2 – Information

Sur la base des décisions prises lors des réunions du Conseil de Développement et du 36^{ème} CIML (septembre 2001, Moscou) les principales activités de WG 2 ont été entreprises dans les domaines suivants:

Point 1 *Continuer à recueillir des données sur les besoins spécifiques des pays en développement sur les sujets d'information et de documentation dans le domaine de la métrologie et aider à formuler ces besoins et exigences.*

Les enquêtes et les études entreprises en 2000–2001 ont révélé qu'un certain nombre de pays et d'organisations aimeraient être aidés dans l'identification de leurs besoins spécifiques en métrologie légale et appliquée (y compris en ce qui concerne ceux liés à l'informatisation).

Conjointement avec ces demandes, le secrétariat de WG 2 a mis au point une proposition de préparation d'une brochure (un guide) pour l'identification et l'analyse de la situation et des besoins d'un pays en matière d'assurance métrologique. Le but d'une telle analyse était d'évaluer le niveau atteint en métrologie et d'identifier les besoins et ensuite, sur cette base, de faire des propositions qui permettent de développer la métrologie. Des programmes de développement peuvent alors être élaborés pour les services nationaux de métrologie légale, les laboratoires d'essais et d'étalonnage, et les départements de métrologie de certaines branches de l'industrie et de l'agriculture nationales. La méthodologie de cette activité a été mise au point au VNIIMS, et a été pratiquement appliquée en Russie et dans quelques autres pays, et des directives existantes pourraient servir de base à la brochure proposée.

Cette proposition a été envoyée au BIML et à la Présidente du Conseil en février 2002 afin d'être étudiée. Si elle était approuvée, un projet de texte de la brochure pourrait être élaboré courant 2003.

Les documents initiaux de WG 2 avaient aussi été envoyés à METAS (Suisse) suite à la dernière réunion du Conseil de Développement. MM. Vaucher et Ebener ont collaboré à un rapport sur le développement d'un nouveau système d'information pour la métrologie légale désigné "LegNet", disponible en quatre langues et donc susceptible d'être utilisé dans plusieurs pays. Le secrétariat du WG 2 a considéré que ce système présentait un intérêt primordial, et le rapport a été envoyé au BIML et à la Présidente du Conseil en mai 2002 afin d'être examiné.

Point 2 *Faire circuler les informations sur les activités dans les pays et les organisations régionales concernés et encourager l'introduction des nouvelles technologies de l'information.*

Des résumés des articles composant les Bulletins de l'OIML publiés en 2001–2002 ont été préparés et imprimés par le VNIIMS dans le journal "La métrologie légale et appliquée". Presque toutes les Recommandations couvertes par le Système de Certificats OIML ainsi que la proposition pour la Directive pour les Instruments de mesure (MID) de l'Union Européenne ont été traduites en russe. Le secrétariat WG 2 a estimé que ces initiatives vont permettre d'étendre encore plus la connaissance de la métrologie internationale dans les pays qui coopèrent au sein de la Communauté des Etats Indépendants (CIS) et de COOMET, ainsi que dans d'autres pays dans lesquels la documentation métrologique russe est utilisée pour la collaboration bilatérale, la formation, etc. Cela améliore aussi l'harmonisation des exigences métrologiques au niveau national, régional et international.

Point 3 *Procéder au développement d'un projet de liste (bibliographie) des publications et d'autres matériels liés à l'aide technique en métrologie.*

WG 2 a continué à sélectionner et à analyser divers matériels liés à l'aide en métrologie destinée aux pays en développement afin de compléter un projet de liste de publications, de projets et d'autres documents pertinents. Les rapports annuels de 2001 publiés par les NMI du Canada, de la Chine, de la France, de l'Allemagne, du Japon, des Pays-Bas, de la Russie, de la Slovaquie, de Singapour, du Royaume-Uni, des États-Unis et d'autres organisations nationales, régionales et internationales (APLMF, COOMET, EMLMF, SADCMEI, SIM, WELMEC, ISO/DEVCO, UN ECE, ONUDI, OMC) ont été examinés.

Un certain nombre de demandes d'informations ont été reçues, par exemple de Cuba, de l'Inde et de Singapour.

En 2001–2002, des représentants de WG 2 ont participé à un certain nombre de séminaires internationaux à Cuba, en Bulgarie et en Allemagne ainsi qu'à des réunions organisées par APLMF, COOMET et SADCMEI.

Le premier projet de Plan d'Action pour les Pays en Développement (proposé par le BIML en 2002) a été pris en considération par WG 2. Certaines activités de ce Plan pouvaient être réalisées avec la participation de WG 2. Par exemple, les parties concernant les aspects économiques de la métrologie légale, les séminaires, la préparation de petites brochures sur l'application de la métrologie, etc.

Quant aux aspects organisationnels, il a semblé nécessaire de vérifier, avec l'aide du BIML, la participation des pays membres de l'OIML à WG 2 et de leur demander à quels domaines d'activités de WG 2 ils s'intéressent particulièrement.

WG 3 - Équipement

Le secrétariat de WG 3 a proposé que la méthode qui a été utilisée pour la vérification des laboratoires du Gosstandart de Russie ainsi que dans d'autres compagnies et organisations de Russie et d'autres pays membres du CIS soit employée pour l'équipement des laboratoires métrologiques des pays en développement.

Les bases technologiques pour les laboratoires de vérification sont les "laboratoires de vérification complète" (CVL), instituts métrologiques officiels du Gosstandart de Russie, détenant les étalons de mesure nationaux et développant les systèmes de vérification nationaux, sur la base desquels le système de transmission des unités de grandeurs physiques à partir des étalons de mesure nationaux jusqu'aux méthodes de mesure en Russie et dans d'autres pays du CIS est en cours d'élaboration.

Les "ensembles complets de moyens de vérification" (CSV) sont développés par les instituts métrologiques du Gosstandart de Russie sur la base de systèmes de vérification, ainsi que de documents normatifs sur les méthodes et les moyens de vérification de groupes appropriés de méthodes de mesure.

Les laboratoires de vérification complète pour les organismes du Gosstandart de Russie, organisations et compagnies habilitées à effectuer les vérifications, sont construits sur la base de systèmes de vérification locaux qui établissent la transmission des unités à partir d'étalons primaires de travail jusqu'aux moyens de vérification des mesures en service.

Le CSV détermine la nomenclature, les échelles de mesures et les caractéristiques de l'exactitude des moyens de vérification des mesures et les caractéristiques de l'équipement de vérification, indispensables pour la vérification des moyens de mesure de ce groupe.

Tout l'équipement de vérification inclus dans le CSV est introduit dans le Registre National des Instruments de Mesure de Russie après que les essais appropriés pour l'approbation de type aient été effectués. Les caractéristiques métrologiques sont ensuite confirmées par les essais prescrits.

Pour la définition d'une structure, les informations disponibles dans le Registre National des Instruments de Mesure de Russie pourraient être utilisées, ainsi que l'équipement de référence des laboratoires de vérification complète.

Il existe maintenant plus de 700 types d'étalons de mesure dans différents domaines de mesures dans le Registre National des Instruments de Mesure.

Tous ces instruments de mesure ont été soumis à des essais aux fins de confirmation d'un type, ce qui résulte dans la vérification des caractéristiques métrologiques et techniques. Celles-ci sont décrites dans le Registre des Instruments de Mesure, ainsi que la procédure pour la transmission des unités faite à partir des étalons de mesure d'un niveau supérieur.

Le secrétariat de WG 2 a dirigé une analyse des différents types d'équipement de vérification nécessaires à l'équipement des laboratoires métrologiques dans le domaine principal de mesure: masse, pression et température.

Les activités suivantes sont donc proposées:

- 1 Les informations sur les besoins et les priorités des services nationaux de métrologie sont nécessaires. Des qualificatifs des types de mesures, des domaines de mesures, et également des groupes de moyens de mesure peuvent être utilisés, ainsi que des ajouts qui peuvent être introduits comme nécessaire, en fonction des besoins des services nationaux métrologiques.
- 2 Comme base pour les propositions sur l'équipement des laboratoires métrologiques des pays en développement, il est opportun d'accepter les laboratoires de vérification complète. Il est nécessaire de formuler des exigences pour l'emplacement des équipements (électriques, acoustiques et relatifs aux interférences magnétiques, aux températures, etc.) ainsi que la composition et les caractéristiques métrologiques des équipements de vérification des moyens de vérification des mesures pour les groupes appropriés.
- 3 Il est opportun de développer une série de laboratoires typiques de vérification complète sur les types et les domaines les plus communs de moyens de mesure, d'abord sur les types suivants: mesure des grandeurs géométriques, des masses, de la pression, du flux, de la température, et des mesures électriques, en tenant compte des informations en provenance des services nationaux de métrologie.

Durant l'élaboration d'un CVL typique, les instituts métrologiques officiels du Gosstandart de Russie peuvent être utilisés, après avoir entrepris n'importe quelle analyse comparative appropriée de l'équipement de vérification effectuée par différentes sociétés, et de la base technico-économique de l'équipement d'un CVL. Il est aussi possible d'utiliser l'information sur l'équipement de vérification disponible dans le Registre National des Instruments de Mesure.

Un vote contenant des informations générales sur les besoins des services métrologiques nationaux est maintenant en cours de préparation. Une fois qu'il aura été approuvé par les membres de WG 2, il sera envoyé au BIML pour diffusion. ■

Annexe B

Ordre du Jour du Conseil de Développement: Point 3

Bref rapport de la réunion du “Task Group” du 30 septembre 2002

Participation

Les participants de la réunion (dans l'ordre alphabétique) ont été présentés comme suit:

Mme G.E. Annabi	Présidente du Conseil de Développement
M. I. Dunmill	Adjoint au Directeur du BIML
M. G. Faber	Président du CIML
M. O. Harasic	SIM
M. Kochsiek	Vice-Président du CIML
M. Long	STAMEQ (Vietnam)
M. J-F. Magaña	Directeur du BIML
Mme R. Marbán	SIM
M. J. Pellecer	SIM
M. E. Seiler	PTB (Allemagne)
M. K. Seta	NMIJ (Japon)
M. da Silva	Brésil
M. Tran	STAMEQ (Vietnam)
M. Zhagora	COOMET

Introduction au rôle du “Task Group”

M. Faber a ouvert le débat en disant que le “Task Group” a été mis en place suite à des commentaires effectués après la réunion du Conseil de Développement de l'an dernier et à des discussions avec certaines personnes, y compris la Présidente du Conseil de Développement, Mme Annabi. Ces discussions ont abouti à la conclusion que la structure actuelle du Conseil de Développement ainsi que ses méthodes de travail n'aboutissaient pas aux résultats escomptés et qu'il fallait faire quelque chose pour que les responsabilités de l'OIML à l'égard des pays en développement soient dûment accomplies. Il estimait que le nouveau “Task Group” devait se préoccuper tout d'abord de deux thèmes principaux:

- La production d'un plan d'action très concret, prêt à relever des défis, et qui permettrait à tous de voir ce qui était entrepris par l'OIML pour aider les pays en développement et de suivre les progrès accomplis durant la mise en application de ce plan; et
- La structure du Conseil de Développement lui-même nécessaire à l'accomplissement de ces objectifs.

M. Magaña a expliqué que la participation au “Task Group” a été proposée à la réunion du Conseil de la Présidence de février 2002, et a été désignée pour permettre une large représentation régionale ainsi que pour y faire participer des experts en aide technique.

Les actions de l'OIML pour les pays en développement pour les années 2002-2003

Les participants ont proposé diverses idées d'actions pour l'année à venir. En particulier, il était clair que les points suivants devaient être des actions de haute priorité pour l'année à venir:

- Demander au BIML d'assurer l'avancement rapide du travail sur la révision du D 1 *Loi de métrologie*;
- Tenue d'un séminaire en mai 2003 à Moscou en association avec COOMET; et
- Tenue d'un séminaire de métrologie pour les pays africains en 2003, en association avec le PTB.

- ▶ ***Il a été décidé que le "Task Group" devrait recommander au Conseil de Développement de demander au BIML de développer ces points en élaborant un plan d'action concret dès novembre 2002.***

Attributions du "Task Group"

M. Magaña a fait un historique détaillé de la structure actuelle du Conseil de Développement, qui a été établi par décision de la 6^{ème} Conférence en 1980, puis a demandé au "Task Group" ses réactions concernant cette structure.

Les participants ont indiqué qu'ils considéraient que la forme actuelle était inefficace et estimaient qu'il était plus facile de prendre des décisions de politique dans un petit groupe qui pourrait faire appel à des experts le cas échéant pour les aider dans des tâches spécifiques. Il a également été considéré qu'un secrétariat actif était essentiel et que l'utilisation d'Internet et du courrier électronique améliorerait l'efficacité du groupe.

- ▶ ***Il a été décidé de recommander au Conseil de Développement que la structure actuelle soit changée par la 12^{ème} Conférence en 2004. Le BIML devrait faire des propositions détaillées pour la prochaine réunion du "Task Group".***

Prochaine réunion

Le "Task Group" a estimé que si des progrès raisonnables devaient être faits entre les réunions du Conseil de Développement, il faudrait alors que le "Task Group" se réunisse plus d'une fois par an.

- ▶ ***Il a été décidé d'examiner la possibilité d'organiser une autre réunion dans un délai d'environ six mois.***

